

Source : <http://alainhubler.blog.24heures.ch/politique/front-national-et-udec-memescombats.html>



Alain Hubler blogue

par **Alain**

Une nouvelle initiative intolérablement raciste est lancée

07 AOÛT 2007 | POLITIQUE

Il n'y a pas un mois que l'UDC a lancé son abjecte initiative pour le renvoi des étrangers dits "criminels" que, déjà, les Démocrates suisses nous infligent une petite sœur « *Pour la liberté d'expression - non aux muselières* ».

Cette dernière initiative, complément indispensable et sans doute bienvenu à la première, vise à modifier la Constitution fédérale de 1999 de façon à ce que plus aucune barrière ne soit mise à la « liberté d'expression ». Elle propose pour ce faire le nouvel article constitutionnel suivant :

Art.16, al. 4 (nouveau)

Dans le cadre de la formation de l'opinion et du débat démocratique, la liberté d'expression est garantie dans tous les cas et ne peut être restreinte par aucune disposition légale.



Cette nouvelle disposition constitutionnelle aurait pour conséquence l'abrogation de l'article 261bis du Code pénal suisse – celui qui donne mal au ventre au ministre de la Justice (?) Blocher – dont la teneur est la suivante :

Art. 261bis 1

Discrimination raciale

Celui qui, publiquement, aura incité à la haine ou à la discrimination envers une

dénigrer de façon systématique les membres d'une race, d'une ethnie ou d'une religion;

celui qui, dans le même dessein, aura organisé ou encouragé des actions de propagande ou y aura pris part;

celui qui aura publiquement, par la parole, l'écriture, l'image, le geste, par des voies de fait ou de toute autre manière, abaissé ou discriminé d'une façon qui porte atteinte à la dignité humaine une personne ou un groupe de personnes en raison de leur race, de leur appartenance ethnique ou de leur religion ou qui, pour la même raison, niera, minimisera grossièrement ou cherchera à justifier un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité;

celui qui aura refusé à une personne ou à un groupe de personnes, en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse, une prestation destinée à l'usage public,

sera puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire.

L'abolition de cet article du Code pénal va donc permettre aux nationalistes et extrémistes de tout poil de s'en donner à cœur joie et dans l'impunité totale. Ainsi par exemple, les affiches de l'UDC pourront passer au cran supérieur de l'ignominie et les débats lors d'élections et de votations pourront légalement accueillir des propos « *incitant à la haine ou à la discrimination envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale, ethnique ou religieuse* ».

Le temps se couvre ... Moutons noirs de toutes les prairies unissez-vous, c'est le moment.

Front national et UDC : mêmes combats

13 JUILLET 2007 | POLITIQUE

Depuis pas mal de temps, certains, ici ou là, se posent la question de savoir si l'UDC suisse a rejoint, ou non, le Front national français sur le baromètre du populisme et de l'extrême droite. Si jusqu'à il y a peu Christoph Blocher pouvait encore dédaigner les compliments de Jean-Marie Le Pen, aujourd'hui cette époque est bien révolue.

L'UDC suisse a présenté aujourd'hui même son initiative "pour le renvoi des étrangers criminels" qui est la traduction dans les faits de son programme au moins aussi extrême que le FN en matière de renvoi des étrangers :

Programme du FN

Les étrangers en situation régulière auront le loisir de rester en France. Toutefois, ceux qui auront commis un crime ou un délit seront expulsés au motif de la double peine, abolie par Nicolas Sarkozy, qui correspond bien à un double délit : le délit commis par l'étranger, ainsi que l'irrespect de l'hospitalité du pays d'accueil. Une exception toutefois concerne les naturalisés (les personnes nées de parents étrangers, et ayant acquis la nationalité française par une procédure de naturalisation), qui si ils commettent un crime ou un délit grave, pourront être déchus de leur nationalité, en plus de leur condamnation.

Programme de l'UDC

L'UDC exige que les délinquants étrangers qui ont commis des délits graves ou des crimes violents soient expulsés de Suisse. L'UDC demande la mise en place d'une base légale qui permette de retirer la nationalité suisse à des personnes qui, dans les cinq ans suivant leur naturalisation suisse, ont commis des infractions graves ou des crimes violents.

Moi je ne vois pas la moindre différence, et vous ?

- **L'ATS révèle aujourd'hui même que «son initiative réclame qu'un étranger condamné pour meurtre, viol, brigandage, trafic de drogue, effraction, traite d'êtres humains ou abus des prestations sociales soit privé de son titre de séjour. Expulsé, il ne pourrait revenir en Suisse pendant 5 à 15 ans, voire 20 ans en cas de récidive.»**

